



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Distr.: GENERALE

CEA-AN/CIE/XXVII/4
Mars 2012

Original: FRANÇAIS

Vingt-septième session du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc)
6 –9 mars 2012

Bilan des activités du Bureau (Février 2011 – Janvier 2012)

Table des matières

I. Introduction

II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de l'année 2011	1
2.1 Renforcement de la concertation, formulation des politiques et activités de Plaidoyer	2
2.2 Services consultatifs	7
2.3 Renforcement des capacités, gestion et partage des connaissances	8
2.4 Appui aux CER	9
2.5 Collaboration et partenariats interinstitutionnels entre les agences des Nations Unies	11
III. Défis, leçons apprises et perspectives pour 2012	11

Bilan des activités du Bureau (Février 2011 – Janvier 2012)

I. Introduction

1. Le présent rapport traite des principales activités entreprises par le Bureau sous régional de l'Afrique du Nord (BSR-AN) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) durant la période allant de mars 2011 à février 2012. Ces activités ont été mises en œuvre conformément au Cadre stratégique du programme de travail pour la période 2010-2011 validé par le Comité intergouvernemental d'experts (CIE) en sa 23^{ème} session de mars 2008 et ont été menées en collaboration avec les Etats membres, les communautés économiques régionales (CER), les organisations sous-régionales et les institutions du système des Nations Unies. Elles comprennent des publications, des réunions, des séminaires et des services de consultation. En plus des principales réalisations, le rapport décrit les difficultés rencontrées et les leçons apprises pendant la mise en œuvre du programme.

2. L'objectif principal du programme de travail était de « *Renforcer les capacités des États membres en vue de l'intégration régionale en accordant une importance particulière aux priorités spécifiques de la sous-région de l'Afrique du Nord, dans le cadre général du NEPAD et des objectifs de développement convenus au plan international, notamment les OMD* ».

3. Pour atteindre cet objectif, trois réalisations principales étaient attendues : (i) *une meilleure capacité des États membres, de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et des autres organisations intergouvernementales à formuler et à exécuter des politiques et des programmes macro-économiques et sectoriels harmonisés visant à répondre aux principales priorités du développement sous-régional en Afrique du Nord*. Il s'agit ici d'accompagner les Etats membres à formuler et à adopter en commun des stratégies et plans directeurs dans les domaines prioritaires ; (ii) *une capacité renforcée de l'UMA à exécuter des programmes pluriannuels grâce à l'amélioration des partenariats avec les principales parties prenantes, notamment les autres organisations intergouvernementales, les organismes des Nations Unies, la BAD et le secrétariat du NEPAD*. On parle ici du nombre de programmes et de projets entrepris conjointement avec les CER concernées et d'autres partenaires, et achevés aux niveaux de la sous-région et des pays ; (iii) *un réseau étendu d'information et du savoir avec les partenaires-clés engagés dans le développement sous-régional, incluant les gouvernements, le secteur privé, la société civile, l'UMA et les agences des Nations Unies*. Il s'agit ici d'augmenter le nombre de communautés de pratique participant à la structure de partage des connaissances établie par le BSR-AN.

II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de l'année 2011

4. Les activités inscrites dans le programme de travail du Bureau ont été réalisées avec pour objectif de produire des résultats en relation étroite avec le cadre stratégique mais également à la lumière des objectifs assignés par le plan d'affaires 2010-2012 de la CEA ainsi que des activités inscrites au programme pluriannuel de coopération 2010 – 2012 avec l'UMA.
5. Les recommandations issues des réunions du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) ainsi que des contributions des Etats membres, de l'UMA et autres partenaires ont également contribué à baliser le cadre d'intervention du Bureau tout au long de la période sous revue.
6. Au 31 décembre 2011, le taux de réalisation du programme de travail pour l'exercice biennal 2010-2011 était de 96%. Les activités non réalisées ont été reportées sur le programme de travail 2012-2013.
7. Les détails du niveau de la mise en œuvre du programme de travail par principaux secteurs d'activités et axé sur les résultats et les difficultés rencontrées au cours de l'année 2011 sont fournis ci-dessous.

2.1 Renforcement de la concertation, formulation des politiques et activités de Plaidoyer

8. L'année 2011 a été mise à profit pour le renforcement des bases fixées par le Bureau pour l'exercice biennal 2010-2011 dans le domaine de la formulation des politiques et des activités de plaidoyer. La 26ème session du CIE, qui s'est tenue à Rabat (Maroc) du 22 au 25 février 2011, a consisté en un forum qui a permis de dégager un consensus sur les principales priorités de l'intégration sous-régionale en Afrique du Nord. Au cours de cette réunion, l'exécution du programme de travail a été revue par les experts des Etats d'Afrique du Nord, ainsi que des ambassades basées à Rabat, le Secrétariat général de l'UMA, les organisations internationales et régionales, les universités, les ONG et le secteur privé. La qualité du programme a été reconnue à travers le «Communiqué final» adopté par le Comité.
9. Une table ronde sur le rôle de l'Etat dans les transformations économiques et sociales s'est tenue dans le cadre des travaux du CIE. La table ronde a mis l'accent sur les trois grandes questions suivantes référant au rôle de l'Etat, dont chacune a fait l'objet d'une session : i) la transformation de l'économie ; ii) le financement du développement ; et iii) le développement social. Chaque session de la table ronde a été structurée autour d'exposés faits par des experts internationaux et nationaux. Les exposés ont porté sur des thèmes spécifiques qui ont permis aux participants d'échanger leurs expériences et perspectives sur le rôle de l'Etat dans un contexte

marqué, entre autres, par la crise financière et économique, l'émergence de nouveaux acteurs, dont le secteur privé et la société civile, et les changements liés à la dynamique démographique et au marché du travail.

10. Les résultats du CIE ont été présentés à la 4ème Conférence conjointe UA-CEA des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.

11. Le Bureau a également contribué à la formulation de politiques par le biais de réunions ad hoc d'experts et de publications dans les domaines ci-après: le renforcement des échanges d'expériences et d'informations entre les Communautés économiques régionales, la mobilité des travailleurs dans le Maghreb ; le changement climatique et le développement durable en Afrique du Nord; les jeunes comme acteurs de développement.

12. **La réunion ad hoc d'experts sur le Renforcement des échanges d'expériences et d'informations entre les Communautés économiques régionales** a été organisée par le Bureau en collaboration avec l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et la Banque Africaine de Développement (BAD) à Tunis (Tunisie) les 7 et 8 juillet 2011.

13. La réunion a été inscrite dans le cadre général des nouvelles tendances de la coopération Sud-Sud. Les nouveaux développements de la coopération internationale enregistrés au cours de ces dernières années montrent en effet l'importance des groupes organisés (entreprises multinationales, cartels de pays, groupements économiques régionaux...) dans l'évolution des échanges de biens et services et dans la circulation des capitaux à travers le monde.

14. Si le regroupement des Etats en zones d'intégration a caractérisé la mondialisation ces dernières années à tel point que la question des relations entre la régionalisation et la libéralisation a été souvent posée, force est de reconnaître que les CER jouent de plus en plus un rôle important dans la mise en place d'un ordre mondial, qu'il soit économique ou non. Ce rôle est appelé à croître avec l'émergence de certains pays en développement et leur offensive en matière de relations économiques mondiales vers les autres pays du Sud. Dans cette nouvelle configuration, les CER et les autres Organisations Internationales ont pris ces dernières années des initiatives de coopération avec l'organisation quasi institutionnelle de sommets entre pays émergents du Sud et pays en développement d'Afrique.

15. La rencontre a été également inscrite sous le signe d'échanges et de partage d'expériences passées et à venir. En effet, en plus de ces nouveaux rôles de facilitateur de la coopération Sud-Sud, les CER qui sont à des degrés d'intégration différents gagneront à accélérer leur collaboration, aussi bien au niveau global qu'au niveau sectoriel et thématique.

16. C'est dans cet esprit que se sont déroulés les deux jours de discussions autour de cinq grandes sessions : Améliorer l'échange d'expériences et la coopération entre les CER: les défis et les principaux domaines de coopération, Concepts et approches pour renforcer la coopération des CER, Echange et cohérence de données, Gestion des connaissances et stratégie de partage et voie à suivre pour le renforcement de la coopération entre l'UMA et les autres CER.

17. La rencontre a connu la participation des experts venus des Communautés Economiques Régionales, notamment le marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), l'Autorité Intergouvernementale de Développement (IGAD), l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Des Organisations internationales, régionales et du secteur privé à savoir le COMESA-RIA, la Fédération des Chambres de Commerce de l'Afrique de l'Ouest (FEWACCI), du Bureau Afrique du Nord de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) étaient également présentes.

18. La réunion a recommandé, entre autres, à la BAD et à la CEA de poursuivre leurs efforts de facilitation de la coopération entre les CER en parallèle aux processus commun d'harmonisation avec l'Union africaine que ces efforts doivent renforcer. Il leur a été demandé par conséquent de poursuivre leurs efforts de mise en commun de leurs forces avec l'Union africaine pour inscrire les travaux de la base de données de la BAD, l'observatoire de l'intégration régionale de la CEA et d'autres initiatives d'harmonisations des statistiques dans un même contexte d'optimisation et de recherche de synergie de leurs interventions.

19. La réunion a recommandé à l'UMA de poursuivre ses efforts en vue d'accélérer l'intégration régionale en Afrique du Nord, qui demeure malgré les bonnes intentions la partie la moins intégrée du continent. Saluant sa nouvelle approche et saluant les efforts de la BAD et de la CEA pour accompagner l'UMA dans sa démarche, la réunion a recommandé que l'UMA capitalise sur les expériences des autres CER dans tous les domaines d'intérêt pour elle. La mise en place d'une plateforme de gestion et de partage de connaissances devrait à cet effet jouer un rôle important. Une publication montrant les tendances actuelles de la coopération Sud-Sud et le rôle des communautés économiques régionales a été également réalisée comme produit des réflexions de cette réunion.

20. **Une réunion ad hoc d'experts de haut niveau a été organisée en septembre 2011 à Rabat (Maroc) pour faire un examen approfondi du problème de la mobilité des travailleurs dans le contexte du processus d'intégration régionale de l'UMA.** L'objectif général de la réunion était d'appuyer les efforts des Etats de la sous-région pour une plus grande mobilisation des ressources humaines disponibles et une mise en synergie optimale des complémentarités pouvant exister entre Etats ou entre secteurs d'activité économique.

21. La réunion a connu la participation d'une trentaine d'experts, représentant les administrations et agences nationales en charge de l'emploi, des instituts de recherche, des centrales syndicales et organisations patronales des Etats de la sous-région, le Secrétariat Général de l'UMA, la Commission de la CEDEAO, le BIT ainsi que des enseignants/chercheurs et des chefs d'entreprise.

22. Les recommandations faites portent notamment sur les voies et moyens d'opérationnaliser les accords existants, la mise en place d'un observatoire régional sur la formation, l'emploi et la migration, et la création d'une agence maghrébine de l'emploi.

23. Ces recommandations vont être soumises à la validation des organes délibérants de l'UMA, et faire par la suite l'objet d'un plan de mise en œuvre par le Secrétariat Général de l'UMA avec l'appui de ses partenaires dont la CEA.

24. Une publication a été réalisée sur la question, aux fins d'une analyse affinée de la migration intra-Afrique du Nord, dans un contexte mondial où la mobilité spatiale et sociale est devenue un vecteur du développement. L'étude propose une stratégie régionale de promotion de la mobilité des travailleurs au Maghreb, et identifie les instruments à mettre en place pour créer, animer et gérer un marché régional du travail en Afrique du Nord, ainsi que les pré-requis pour que les mouvements migratoires s'intègrent de manière harmonieuse dans les stratégies nationales de développement.

25. La CEA-AN, en collaboration avec le Centre africain des politiques pour le climat (CAPC) et l'Union du Maghreb Arabe (UMA), a lancé une étude visant l'élaboration d'un cadre régional d'action et de coopération pour un renforcement ciblé des capacités d'adaptation au changement climatique des pays membres de l'UMA. Cette activité répond aux recommandations émises par les Etats membres lors du CIE 2010 et vise à promouvoir une meilleure coordination et une coopération régionale renforcée, à travers la mise en commun des connaissances acquises et des ressources scientifiques nationales et régionales pertinentes et le développement d'initiatives conjointes, en vue de renforcer les capacités des pays et de l'UMA. Elle s'inscrit en droite ligne des objectifs du nouveau Cadre d'adaptation de Cancun qui vise à appuyer la mise en œuvre des projets d'adaptation dans les pays en développement. La proposition de cadre d'action et de coopération a été discutée lors du séminaire organisé les 27 et 28 septembre 2011 à Rabat (confère 2.3).

26. **Dans le contexte de l'Année Internationale de la Jeunesse, le Bureau a organisé un Forum régional « Jeunes, acteurs du développement », du 8 au 10 décembre 2012 à Tunis, en collaboration avec l'UNICEF, le FNUAP, le PNUD, l'ISESCO, l'UNESCO, l'ONUDI et l'UMA.**

27. L'objectif du Forum était de contribuer à l'amélioration et à l'approfondissement du dialogue inter - générationnel afin de permettre aux jeunes de jouer un rôle plus actif dans le processus de développement durable en Afrique du nord. La participation, l'emploi, le développement durable, l'intégration régionale et la santé ont été les principaux thèmes autour desquels le programme du Forum était structuré, les questions de genre et de vulnérabilité des jeunes ayant été traitées de manière transversale.

28. Le Forum a rassemblé près de 150 jeunes et autres participants dont des personnalités et experts venus d'horizons divers des sept pays de la région (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan, Tunisie), des jeunes d'organisations de la société civile, des jeunes entrepreneurs, universitaires et de la diaspora, des décideurs, des organisations du secteur privé ainsi que des représentants des médias. Des représentants et experts de la coopération internationale ont également participé, notamment du Système des Nations Unies, des Organisations internationales et régionales, de coopération bilatérale et multilatérale, dont l'Union Maghreb Arabe, la Commission de l'Union africaine, la Ligue des Etats Arabes, l'ISESCO

29. À l'issue des travaux, une Déclaration finale, fruit des efforts conjugués des jeunes eux-mêmes, a été adoptée. La Déclaration de Tunis appelle à renforcer le leadership des jeunes sans distinction de sexe, et favoriser leur participation effective dans la vie politique, économique et sociale. La Déclaration de Tunis souligne aussi la nécessité de renforcer les capacités des divers intervenants pour rendre optimale et plus efficace leur action en faveur de la promotion du rôle et des droits des adolescents et des jeunes et appelle à multiplier les opportunités de dialogue et de rencontre entre les jeunes et les politiques de la région.

30. L'emploi des jeunes a été l'un des aspects majeurs sur lesquels la Déclaration de Tunis a insisté, en ajoutant que des efforts supplémentaires étaient attendus de la part des gouvernements et du secteur privé en vue d'adapter les programmes d'éducation aux besoins du marché du travail, et de créer plus d'opportunités aux jeunes, tout en favorisant les emplois verts et durables.

31. Par ailleurs, la santé sexuelle et reproductive des jeunes, leur participation au développement durable et à l'intégration régionale, ainsi que le réseautage des associations de jeunes et le rôle des médias en tant que vecteur de sensibilisation et de changement, ont constitué autant de domaines sur lesquels la Déclaration de Tunis s'est prononcée.

2.2 Services consultatifs

32. Au cours de la période sous revue, le Bureau a répondu à une requête de l'Algérie et à une requête de la Mauritanie. Outre ces requêtes formelles, le Bureau, à travers sa Directrice a rencontré à plusieurs reprises les autorités du pays hôte (Le Maroc) et a eu des entretiens avec les autorités de la Transition en Tunisie.

33. En Algérie, la mission a permis d'identifier des domaines possibles de collaboration entre la CEA et l'Algérie. Une attention particulière a été accordée aux travaux pour la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale SNA 2008 et au souhait du Ministère en charge de la prospective de conduire des études prospectives sur l'économie algérienne.

34. La mission en Mauritanie a été réalisée en réponse à une requête du Ministère Mauritanien des Finances au Secrétaire Exécutif de la CEA. Elle comprenait la division de la Sécurité alimentaire et du développement durable, la division en charge du développement économique et du NEPAD, le Centre Africain des Statistiques et le Bureau pour l'Afrique du Nord. Cette mission exploratoire a donné un aperçu actualisé du contexte socioéconomique et environnemental de la Mauritanie. Elle a permis à la délégation de mieux cerner les défis auxquels fait face la Mauritanie ainsi que les domaines prioritaires d'action des autorités du pays. Il en a résulté une identification des domaines potentiels de coopération et l'expression du besoin d'un mémorandum pour la coopération entre la CEA et la Mauritanie. Faisant suite à cette mission, le Bureau a assisté techniquement la Mauritanie à organiser les consultations nationales pour RIO+20 en collaboration avec le PNUD en décembre 2011.

35. Les rencontres à divers niveaux avec le Maroc entrent en général dans le cadre de la coopération entre le Système des Nations Unies et le Royaume du Maroc. Les experts du Bureau sont membres de différents groupes thématiques pour la mise en œuvre du plan cadre des Nations Unies pour l'assistance pays.

36. Quant à la rencontre avec les Autorités de la Transition en Tunisie, elle a permis d'identifier les nouveaux objectifs et les nouvelles priorités de développement tels que définis par les autorités tunisiennes au plus haut niveau.

37. Outre ces missions et contacts, le Bureau a organisé cette année des missions de collecte de données dans tous ses états membres en vue d'obtenir des données actualisées sur la situation économique et sociale de l'année 2011 et les prévisions pour 2012. Ces missions ont permis également de collecter des informations qualitatives complémentaires aux questionnaires envoyés par voie diplomatique dans chacun des Etats.

2.3 Renforcement des capacités, gestion et partage des connaissances

38. Au cours de la période sous revue, le Bureau a organisé un séminaire d'échanges et de partage d'expériences sur le changement climatique et le développement durable en Afrique du Nord. Le séminaire s'est tenu à Rabat les 27 et 28 septembre 2011 et a rassemblé des experts des Etats Membres, des experts des centres de recherche de la région arabe et des organisations spécialisées de la société civile. Fruit d'une collaboration avec l'UMA et le Centre Africain des Politiques Climatiques, la réunion a permis (i) D'engager un dialogue sur l'évolution des politiques, des connaissances et de la recherche en matière d'adaptation au changement climatique dans la région du Maghreb; (ii) D'identifier les domaines prioritaires de coopération à même de promouvoir le partage des connaissances et des capacités au sein de la région Maghreb, sur la base des avantages comparatifs des pays et des institutions.

39. Elle a aussi mis en exergue les initiatives menées par plusieurs institutions nationales et régionales spécialisées dans des domaines comme: l'approche territoriale, l'information météorologique, la dégradation des terres, la gestion des ressources en eau, l'adaptation des cultures céréalières, l'adaptation des zones côtières et la gestion des risques de catastrophes.

40. Le séminaire a également souligné la nécessité de développer des initiatives et des programmes sous régionaux fédérateurs dans les domaines de la prévision, de la modélisation climatique, des observatoires d'alerte précoce à la sécheresse, la gestion de l'eau, la gestion des risques de catastrophes naturelles liées au climat, la formation et la gestion des connaissances liées au climat et au développement durable...

41. Dans le domaine de la gestion des connaissances, le Bureau a poursuivi ses efforts de partenariat avec le monde universitaire méditerranéen à travers l'organisation de la cinquième édition du Colloque international méditerranéen sur le thème « libéralisation du commerce et la dynamique des inégalités ». Cette édition a été conjointement organisée avec l'OMC, l'Université Lyon II et l'Université Mohamed VI-Souissi. Elle a connu la participation d'une centaine d'experts venus de quinze pays, et a permis des discussions scientifiques de haut niveau sur la base d'une soixantaine de communications.

42. Le colloque a contribué, comme les autres éditions, au partage de connaissances et à une meilleure compréhension de la dynamique des inégalités en relation avec le commerce international. Au fil des années, et suite à la recommandation des Etats membres, le Colloque est devenu un événement annuel, et le «Rendez-vous» d'éminents experts intéressés par le développement de la sous-région, et ses interactions avec d'autres sous-régions. Le colloque a également contribué à renforcer les relations du BSR/AN avec les universités et le monde académique en Afrique du Nord. Comme résultats, un réseau d'experts a été créé et se réunit sur une base annuelle. Les membres de ce réseau sont également impliqués dans des activités SRO-NA en tant que personnes ressources, experts, consultants ou évaluateurs externes de la qualité de nos travaux. Trois livres avec des contributions sélectionnées à partir des trois premières éditions ont déjà été publiés et diffusés.

2.4 Appui aux CER

43. Au cours de la période sous revue, le partenariat avec l'UMA s'est nettement amélioré. De nombreuses activités conjointes ont été organisées dans le cadre du Programme pluriannuel 2010-2012, dont un forum sur la jeunesse, une conférence sur le rôle des femmes dans le développement, un atelier sur la cybercriminalité en Afrique du Nord et une réunion sur la collaboration entre l'UMA et les CER africaines. Les officiels et experts de l'UMA ont activement participé aux activités du Bureau, y compris la réunion du CIE au cours de laquelle une session spécifique sur l'intégration régionale a été organisée.

44. En outre, le Bureau a fourni à l'UMA un appui technique, et soutenu la mobilisation de ressources financières dans le cadre du processus sous régional préparatoire pour Rio+20 initié par la CEA, en collaboration avec la BAD. Cet appui a conduit à la réalisation de la revue des progrès réalisés dans la mise en œuvre du développement durable en Afrique du Nord et la tenue d'une réunion consultative à Rabat, organisée par le bureau (4-5 octobre 2011) au cours de laquelle les participants ont pu débattre des questions prioritaires de développement durable pour la région, et faire des recommandations. Cette activité s'inscrit dans le cadre du processus régional africain de préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (RIO+20) qui se tiendra au Brésil du 20 au 22 juin 2012.

45. Le Bureau a également facilité la participation des experts de l'UMA à plusieurs événements organisés par la CEA portant sur les thèmes: sécurité alimentaire (juillet 2011) et Rio+20 (octobre 2011).

46. LE BSR-AN a poursuivi ses efforts pour établir un mécanisme de coordination sous-régionale (MCSR) dans le cadre du soutien du système des Nations Unies à l'UA et son programme NEPAD et aux CER en Afrique du Nord. Dans ce contexte, une réunion sur le suivi et l'évaluation du programme pluriannuel BSR-AN/UMA avait été organisée sous le thème « Partenariat pour le Maghreb » en décembre 2010. Elle a réuni les principaux intervenants impliqués dans le développement de l'Afrique du Nord pour discuter des activités prévues dans le second programme pluriannuel 2011-2013, et d'échanger avec l'UMA et le Bureau les activités qui pourraient être mises en œuvre conjointement. Cette année, la même rencontre a été organisée le 14 décembre 2011. Elle a toutefois, contrairement à l'édition 2010, été limitée à la participation de l'UMA et du Bureau compte tenu de ses objectifs. En effet, après avoir tenté avec succès d'élargir la base de partenariat de l'UMA en Afrique, l'heure était plus à l'évaluation interne de la mise en œuvre du programme de coopération (MYP) 2010-2012. Cette réunion d'une journée a permis d'atteindre cet objectif, et de jeter les bases pour la construction du prochain programme de coopération entre les deux partenaires. La stratégie de suivi des recommandations des activités déjà réalisées a également été discutée. Les conclusions détaillées de cette réunion figurent dans le rapport sur la mise en œuvre du programme de coopération CEA-AN/UMA.

2.5 Collaboration et partenariats interinstitutionnels entre les agences des Nations Unies

47. Au cours de la période sous revue, le Bureau a renforcé son partenariat avec d'autres intervenants, notamment les organismes des Nations Unies, en particulier l'équipe pays des Nations Unies au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie. Le Bureau a réalisé des progrès importants en tant que membre actif de ces équipes.

48. Le BSR-AN a joué un rôle majeur dans la mise en œuvre de plusieurs des activités conjointes clés. Ce rôle a également été essentiel pour assurer que les questions d'intégration régionale soient incluses dans le programme de l'équipe pays et traduites en conséquence dans la Déclaration des résultats de l'UNDAF.

49. Dans le cadre de la seconde réunion du Comité de l'information Science et Technologie (CODIST II), le Bureau a collaboré avec ISTD à l'organisation de l'atelier sur les cadres légaux et de régulation pour l'économie du savoir, le 2 mai 2011 à Addis Abeba.

50. L'atelier, auquel ont pris part les pays membres et les Communautés économiques régionales (CER) dont l'UMA, a permis de présenter le projet de convention régionale sur la cyber sécurité, pour laquelle la CEA apporte un appui à la Commission de l'Union Africaine, et de lancer les actions de consultations à entreprendre à son sujet au niveau sous régional avec les CER. L'atelier que le Bureau organise avec l'UMA les 19-21 Mars 2012 à Rabat entre dans ce cadre.

51. Le Bureau a participé à la deuxième réunion du comité directeur du projet régional de l'ESCWA et à l'atelier sur l'harmonisation de la cyber législation pour la promotion de la société du savoir dans le monde arabe, à Beirut, au Liban les 13, 14 et 15 septembre 2011.

52. L'expérience de la CEA et ses actions pour l'harmonisation du cadre légal des TIC en Afrique a été présentée, et ce afin de créer une meilleure synergie entre les actions de la CEA et l'ESCWA dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les pays de l'Afrique du Nord.

53. Une autre activité de partenariat digne d'être mentionnée se rapporte aux deux séminaires régionaux organisés en octobre 2011 sur la gouvernance démocratique en Afrique du Nord. Le premier a été organisé conjointement avec la Division de la gouvernance et de l'administration publique de la CEA, et le deuxième avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, en coordination avec le Royaume du Maroc. Tous deux ont réuni plus de cent experts régionaux et internationaux, y compris de hauts responsables du gouvernement, des représentants des différents Conseils économiques et sociaux de la région, des représentants des organisations internationales et celles de la société civile, des centres de recherche, des associations pour la promotion des femmes et des jeunes, et des médias.

54. Organisés dans un contexte de changement politique et social décisif, ces deux séminaires- qui ont bénéficié d'une couverture médiatique soutenue- ont été l'occasion pour les participants de réfléchir ensemble sur les tenants et les aboutissants des mouvements sociaux vécus par les pays de la sous-région ; et identifier les moyens susceptibles d'aider les décideurs politiques à mieux adapter leurs politiques publiques et se mettre dans une logique d'écoute des citoyens et de leurs attentes. À l'issue de ces séminaires, un ensemble de recommandations fortes et ciblées ont été proposées, dont la mise en œuvre contribuera sûrement à mieux concrétiser l'institutionnalisation de la participation citoyenne, et asseoir ainsi les bases d'une démocratie participative effective et durable en Afrique du Nord.

III. Défis, leçons apprises et perspectives pour 2012

55. Cette période a été pour les Etats membres l'une des plus décisives de leur histoire. Sur les plans politique et social, la quasi-totalité des Etats membres ont engagé des réformes de fond aussi bien sur le plan constitutionnel que sur le plan socioéconomique. Si la lente reprise, espérée en début de période a été contrainte par les difficultés actuelles des pays de la zone Euro, premier partenaire commercial de l'Afrique du Nord, les perturbations sociopolitiques ont contribué à amplifier davantage les difficultés économiques de la sous-région. Les pays ont en général réagi par des mesures sociales assez couteuses mais nécessaires pour faire face aux attentes des populations. La dimension sociale du développement s'est donc affirmée plus que jamais au cours de cette année et cette tendance s'est confirmée dans les choix budgétaires annoncés par les Etats au début de l'année 2012. Même si les mesures ne semblent pas cibler particulièrement les jeunes, la prise de conscience de la force de la catégorie d'âge la plus importante dans la sous-région et de la nécessité de son insertion économique est réelle au niveau des Etats. Le Bureau, l'UMA et ses autres partenaires du SNU ont décidé de faire de 2012 une année au cours de laquelle la jeunesse sera un thème central de leur collaboration.

56. D'un autre côté, la lenteur du processus d'intégration régionale en Afrique du Nord reste un défi majeur pour le Bureau, dans la mise en œuvre de ses activités. Le Bureau garde l'espoir que les transformations politiques et sociales qui ont commencé en 2011 se traduiront également par le renforcement des liens de coopération entre les Etats nord africains et par une intégration économique effective avec des mécanismes appropriés.

57. De manière plus spécifique, en 2012 le Bureau organisera une session du CIE, trois réunions ad hoc de groupe spécial d'experts sur trois principales thématiques à savoir le développement durable, (Evaluation des implications de Rio+20 sur l'Afrique du Nord), le développement économique (Intégration financière et gouvernance régionale en Afrique du Nord et le développement sociale (Renforcement de la protection sociale en Afrique du Nord). Les résultats des travaux de chaque réunion d'experts feront l'objet d'une publication. Aussi, trois séminaires de formation, un projet opérationnel et dix services consultations sont prévus. Voir l'annexe 1 pour les détails.